



Les premiers pas de la marche

ALGÉRIE • La marche de l'opposition pour un changement du système politique s'est heurtée samedi à un formidable dispositif de sécurité. Mais ce n'est qu'un début...

RYMA ACHOURA, ALGER

Ce n'est pas la révolution mais peut-être le premier pas vers un changement en Algérie. Un petit pas certes, ils n'étaient que quelques milliers sur la place du 1^{er} mai à Alger et ils n'ont pas pu braver le blocage policier pour marcher dans la capitale. Mais indéniablement quelque chose s'est passé ce samedi 12 février.

Pour la première fois depuis des années, c'est l'Algérie dans toute sa diversité qui est descendue dans la rue. Il y avait des jeunes bien sûr, les représentants de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) qui avaient appelé à la marche, mais aussi des intellectuels, des artistes, des retraités, des femmes, des islamistes, et même quelques enfants. Tous ont scandé les mêmes slogans, chanté les mêmes refrains pour réclamer la chute du régime. «Système dégage», «A bas la dictature», «Djazair, houria democratia» («Algérie libre et démocratique»), pas de doute, samedi matin, les Algériens étaient déterminés.

Corruption, chômage...

La corruption, le chômage, l'absence de libertés, chaque manifestant se reconnaît dans ces fléaux que subit le pays. Au milieu de la foule, il y a Amine. C'est la première fois qu'il participe à une telle manifestation. «J'ai 25 ans, je ne travaille pas, je ne fais rien, ma vie c'est rien. Mais les gens du gouvernement eux ils ont tout. Le pétrole il est chez eux, pas chez nous. C'est plus possible. Y en a marre.» A côté de lui, un couple de retraités s'indigne de la répression policière contre les manifestants. «Ils n'ont pas le droit de nous empêcher de marcher. Alger c'est notre capitale! Nous voulons la liberté de circuler dans notre pays.»

Dès le début de la matinée, les forces de l'ordre ont en effet tenté de faire respecter l'interdiction de la marche décidée par les autorités. Des dizaines de militants des différentes associations et partis politiques qui forment la CNCD ont été interpellés. Plusieurs femmes policières étaient spécialement affectées à l'interpellation sans ménagement des manifestants. Au total, près de deux cents personnes ont été arrêtées dans la matinée. La plupart ont été libérées en fin de journée.

Pendant plus de cinq heures qu'a duré le rassemblement, les manifestants



Les contestataires ont été bloqués par quelque 30 000 policiers déployés pour l'occasion dans la capitale. KEYSTONE

tants ont dû lutter pour éviter d'être dispersés ou divisés en plusieurs groupes plus faciles à repousser par les forces anti-émeutes. L'ex-numéro 2 du front islamique du salut, le parti islamiste vainqueur des élections en 1990 et interdit depuis, en a fait les frais. Venu rejoindre le rassemblement avec plusieurs dizaines de partisans, il n'a pu rester qu'une petite heure sur la place. Un groupe d'une soixantaine de jeunes visiblement en service commandé est venu sur la place scander des slogans favorables au président Abdelaziz Bouteflika. «Bouteflika n'est pas Moubarak», ont-ils crié sous les huées de la foule. Le rassemblement a tenu jusque vers quinze heures. Les manifestants ont commencé à se disperser et la police a fait le reste.

Un ras-le-bol partagé

Pour les organisateurs, malgré l'échec de la marche, cette manifestation est un succès. Ils ont d'ailleurs l'intention de maintenir la pression sur le pouvoir. «Les Algériens marcheront et reviendront autant de fois que nécessaire jusqu'à ce que le peuple algérien

puisse vivre dans la dignité», a ainsi promis Said Sadi, responsable du Rassemblement pour la culture et la démocratie, un parti d'opposition. Mais lui et les autres meneurs de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie ont beau afficher leur optimisme, la réalité reste moins évidente. Samedi, ils n'étaient finalement que quelques milliers sur cette place du 1^{er} mai. On est encore loin de l'émblématique place Al-Tahrir du Caire et des centaines de milliers de Tunisiens et d'Égyptiens qui avaient occupé les rues de leur capitale respective.

«Les Algériens marcheront et reviendront autant de fois que nécessaire»

Pourtant les Algériens dans leur ensemble partagent le ras-le-bol exprimé par les manifestants. Mais la guerre civile des années 1990 est en-

core dans les mémoires. S'engager dans une révolution ou une révolte populaire c'est prendre le risque de replonger dans la violence, et la majorité des Algériens n'en veut pas. Elle aspire au calme relativement retrouvé ces dernières années.

«Il y a la peur de la violence, reconnaît Mostefa Bouchachi, président de la LADDH. Les Algériens ont beaucoup souffert. Nous avons eu une guerre civile. Avec presque 200 000 morts, 10 000 disparus, et des milliers de victimes. Est-ce que les Algériens sont prêts pour faire une révolution alors qu'ils ne savent pas où elle va aboutir? C'est pour cela que nous voulons militer pacifiquement.» Reste que la CNCD ne s'avoue pas vaincue bien au contraire. Elle a déjà annoncé d'autres manifestations dans les prochains jours, dont la prochaine est agendée samedi prochain, et espère convaincre plus largement les Algériens de rejoindre le mouvement.

© LIBÉRATION

Vent de liberté sur les pays arabes

DUBAI Les dirigeants du Bahreïn ont promis hier de nouvelles libertés pour la presse, tentative d'apaiser les esprits dans le petit royaume, où plusieurs groupes d'opposition ont appelé à manifester aujourd'hui. C'est aujourd'hui la date anniversaire de l'entrée en vigueur de la constitution de 2002, qui avait apporté des réformes démocratiques, dont le premier parlement élu de l'histoire du pays. Il s'agit de la première manifestation anti-gouvernementale d'ampleur dans un des pays du Golfe depuis le soulèvement égyptien, et le Bahreïn apparaît comme l'un des plus potentiellement instables des petits États pétroliers de la région: la majorité chiite s'y plaint depuis des décennies de discrimination de la part de la dynastie sunnite au pouvoir, et la répression l'année dernière de la dissidence y a provoqué émeutes et affrontements. Le minuscule royaume insulaire est en outre important stratégiquement pour les États-Unis, car hébergeant la V^e flotte américaine.

YÉMEN La police est de nouveau intervenue hier à coups de matraque pour empêcher plusieurs milliers de manifestants d'accéder, pour la troisième journée consécutive, à la principale place dans le centre de la capitale yéménite, Sanaa. Les forces de sécurité, samedi, avaient déjà repoussé des manifestants qui célébraient la démission la veille du rais égyptien Hosni Moubarak et réclamaient le départ du président yéménite Ali Abdullah Saleh. Hier, plusieurs manifestants ont été blessés et une vingtaine ont été interpellés par la police, selon des témoins. Saleh, qui est au pouvoir depuis 30 ans au Yémen, le plus pauvre des pays arabes, a cherché à calmer le jeu en s'engageant à ne pas se représenter à l'issue de son mandat qui s'achève en 2013. Le gouvernement central du Yémen n'a guère de contrôle sur le pays en dehors de la capitale. Le pays, en proie à divers conflits, est devenu le refuge des militants d'al-Qaïda, dont la branche locale, al-Qaïda dans la péninsule arabique, est une des plus actives.

PALESTINE La direction palestinienne a annoncé samedi des élections générales d'ici à septembre afin de rétablir sa légitimité. Elle s'exprimait après les fuites sur les négociations avec Israël et la débâcle des régimes égyptien et tunisien, auxquels elle était liée. Mais tout comme les élections municipales convoquées mardi pour le 9 juillet, une première consultation palestinienne depuis 2006, ces deux scrutins ont aussitôt été rejetés par le mouvement islamiste Hamas au pouvoir à Gaza et vainqueur des législatives de 2006. AP/ATS/AFP

Lire aussi en pages 11 (Tunisie) et 9 (Égypte)

EN BREF

ÉLECTIONS AU TCHAD

Pas de soupçons d'irrégularités

Les élections législatives organisées hier au Tchad, les premières depuis 2002, se sont déroulées sans incidents majeurs malgré certains retards observés dans des bureaux de vote. Ce scrutin était un test de l'emprise du président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990 et qui doit briguer un nouveau mandat en avril. «Selon nos observations, nous n'avons pas assisté à d'irrégularités, particulièrement pour ce qui est de la fraude», a dit Louis Michel, qui dirigeait la mission d'observation de l'Union européenne. ATS/AFP

JORDANIE

Manifestants blessés par balles

Au moins deux personnes ont été blessées par des tirs hier dans le nord-est de la Jordanie, a indiqué un responsable politique. Les heurts ont eu lieu lors du passage d'un bus de la Garde royale dans une manifestation de 3 000 personnes issues de deux tribus réclamant au gouvernement la restitution de terres. Selon le conseiller chargé des affaires tribales du roi Abdallah II, Sharif Fawwaz Zabn, le gouvernement a autorisé en 1952 les tribus Zawahrah et Khalailah à utiliser 2 500 hectares de terres dans la région. «Mais par la suite, le gouvernement a récupéré des terrains dans cette zone pour ses employés, l'université de Zarka et l'Association de presse de Jordanie», a accusé le député Moussa Zawahrah. ATS/AFP

PLAN D'AUSTÉRITÉ

Tollé en Grèce sur des privatisations

L'Union européenne et le FMI ont jugé hier «regrettable» le tollé provoqué en Grèce par les nouvelles demandes de privatisations massives dont ces institutions ont assorti la poursuite de leur assistance financière.

«Nous reconnaissons les défis difficiles auxquels est confrontée l'économie grecque et nous avons le plus profond respect face aux efforts énormes consentis par la population grecque», ont déclaré le Fonds monétaire international, l'Union européenne et la Banque centrale européenne, dans un communiqué commun.

«Il est regrettable qu'une impression différente ait pu avoir été perçue. Notre collaboration avec la Grèce est fondée depuis toujours sur la confiance mutuelle et le restera», ont-ils ajouté.

Samedi, le gouvernement socialiste grec a jugé «inacceptable la conduite» de ces trois institutions. Celles-ci ont accepté vendredi le versement de la quatrième tranche d'un prêt accordé en mai 2010 par la zone euro et le FMI pour éviter la faillite du pays.

Mais, malgré de gros efforts d'assainissement budgétaire déjà réalisés, elles ont aussi exigé une «accélération signifi-

cative» et un «élargissement» des réformes structurelles. L'annonce qui a le plus frappé les esprits porte sur la révision à la hausse de l'objectif de privatisations souhaité par la troïka: 50 milliards d'euros (66 milliards de francs) d'ici à 2015, au lieu de 7 milliards sur trois ans initialement annoncé.

Dans un premier temps, le Ministère grec des finances a diffusé un document informel semblant avaliser la création d'un portefeuille d'actifs promis à une privatisation et pouvant rapporter «au moins 50 milliards d'euros». Mais samedi, le gouvernement a fait volte-face et fait réagir son porte-parole, George Petalotis.

«Nous sommes dans le besoin, mais nous avons aussi des limites (...) Nous ne négocierons les limites de notre dignité avec personne. Nous prenons des ordres seulement auprès du peuple grec», a déclaré M. Petalotis, en soulignant notamment qu'aucune terre appartenant à l'État ne serait vendue.

Tandis que la presse grecque, y compris celle proche des socialistes au pouvoir, se déchaînait, le premier ministre George Pa-

pandeou a fait savoir qu'il s'était plaint personnellement auprès du FMI et de la Commission européenne.

De son côté, le représentant de la Commission européenne Servaas Deroose a alimenté la fureur grecque en proposant, dans le quotidien «To Vilma», de «vendre les plages pour développer le tourisme et le marché des propriétés touristiques».

La Grèce pourrait facilement lever cinq milliards d'euros en vendant l'ancien aéroport d'Athènes, situé dans une zone côtière lucrative, a-t-il suggéré dans une autre interview à Proto Thema, préconisant la vente de terrains, d'aéroports régionaux et de ports pour un bénéfice de 35 milliards d'euros. Des propos jugés hier «pour le moins déplacés» par le Ministre grec des finances George Papaconstantinou.

Le chef de la mission du FMI Poul Thomsen y est allé lui aussi de ses encouragements à «vendre des terrains, y compris l'ancien aéroport» d'Athènes. «Nous sommes à un point crucial où nous avons besoin d'une accélération des réformes», a encore déclaré M. Thomsen, cité par le quotidien «Kathimerini». ATS/AFP